



Conseil économique et social

Distr. générale
8 janvier 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration soumise par la New Japan Women's Association, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.



Déclaration

Depuis 1962, la New Japan Women's Association et ses 150 000 membres qui œuvrent à l'échelle nationale se sont engagés en faveur de l'abolition des armes nucléaires, des droits des femmes et des enfants, et de la solidarité mondiale des femmes en faveur de la paix.

À l'occasion de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing en 1995, l'association et d'autres groupes de femmes ont présenté leur point de vue sur le projet de Programme d'action et ont organisé, dans le cadre du Forum des organisations non gouvernementales, des ateliers portant sur trois thèmes: « La réalité des femmes actives », « Les femmes de réconfort de l'armée japonaise » et « Un monde sans armes nucléaires ». L'association a participé aux processus d'examen et de suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

L'année 2015 marque le soixante-dixième anniversaire de la fin de la guerre d'agression japonaise, du bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki, et du droit de vote des femmes au Japon. Les Nations Unies célébreront leur soixante-dixième anniversaire, organiseront l'édition 2015 de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité de non-prolifération des armes nucléaires et définiront le Programme de développement pour l'après-2015 qui viendra remplacer les objectifs du Millénaire pour le développement.

Afin de contribuer à la promotion des droits des femmes et de l'égalité des sexes au Japon, et de bâtir un monde pacifique, juste et durable, l'association présente son point de vue sur des problèmes majeurs, ainsi que les causes et les solutions.

Rompre avec les politiques économiques néolibérales pour créer une société où femmes et hommes peuvent vivre humainement

Le Japon se classe au 105^e rang mondial en termes de disparités entre les sexes (Global Gender Gap Index). Ce piètre résultat est dû aux disparités économiques existant entre hommes et femmes.

Entre 1995 et 2013, le nombre de chômeuses est passé de 20,48 millions à 24,06 millions au Japon, tandis que le nombre de foyers à double revenu est passé de 9,08 millions à 10,65 millions. Mais 55,8 % des femmes actives occupent des emplois temporaires et, encore aujourd'hui, 60 % des femmes actives quittent le monde du travail après avoir donné naissance à leur premier enfant. Les femmes occupant un emploi à temps plein perçoivent 70 % du salaire des hommes et l'écart de rémunération atteint 50 % si l'on inclut les travailleuses en situation irrégulière. Les femmes qui élèvent des enfants sont payées 40 % de moins que les hommes, le niveau le plus faible parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Quarante-trois pour cent des femmes actives sont des « travailleuses pauvres » qui gagnent 2 millions de yens ou moins par an. Si 80 % des mères célibataires ont un emploi, le taux de pauvreté des familles monoparentales dont le parent travaille atteint 54 %. Il est choquant de constater que le taux de pauvreté des enfants atteint le chiffre record de 16,3 %, dépassant la moyenne nationale qui se situe à 16,1 %. En raison des inégalités salariales et des prestations sociales réduites, plus de 50 % des femmes âgées vivent sous le seuil de

pauvreté. Au Japon, une puissance économique mondiale, la pauvreté augmente et il est de plus en plus difficile pour les femmes d'être économiquement indépendantes.

Cette situation est attribuable à la stratégie néolibérale des cercles financiers, soutenue par les politiques gouvernementales. Ces dernières ont entraîné une hausse du nombre de travailleurs non réguliers, peu rémunérés, en situation de précarité et sans aucun droit, tout en altérant profondément le système de sécurité sociale, ce qui a eu pour effet d'aggraver la pauvreté et de creuser l'écart entre riches et pauvres. Le Premier ministre Abe Shinzo ne cesse de répéter qu'il faut « utiliser le pouvoir féminin » et parle d'une « société dans laquelle brillent les femmes » alors que son cabinet a adopté un projet de loi visant à promouvoir leur active participation. Cependant, leur objectif est d'utiliser les femmes du mieux possible en tant que « ressources » pour la « stratégie de croissance » et le projet de loi ne prévoit pas de mesures concrètes pour corriger les disparités salariales et éliminer la discrimination à l'égard des femmes, notamment en augmentant le nombre d'emplois à plein temps et en garantissant un traitement égal à tous les travailleurs. Il est inacceptable que le Gouvernement tente de modifier la loi sur le travail temporaire afin de déréglementer l'embauche des travailleurs intérimaires, ce qui empêcherait les femmes actives d'être autonomes.

L'association appelle le Gouvernement à mettre en œuvre toutes les recommandations du Comité sur l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes, à afficher une volonté politique de rupture avec la stratégie néolibérale et à adopter des politiques qui garantiront les mêmes opportunités et les mêmes droits à tous.

Interdire et éliminer les armes nucléaires, et réduire les dépenses militaires pour bâtir un monde pacifique, juste et durable

Le Gouvernement japonais glorifie la guerre d'agression et veut faire du Japon une nation guerrière. Il prévoit de réviser la Constitution dans le but d'abroger l'article 9 qui stipule que le pays renonce à la guerre, s'engage à ne pas détenir de potentiel de guerre et accepte que son droit de belligérance ne soit pas reconnu. Il a déjà adopté une loi sur la protection des secrets d'État et une résolution permettant au Japon d'exercer son droit à l'autodéfense collective. Il a levé l'embargo sur les exportations d'armes, a considérablement augmenté les dépenses militaires et tente d'imposer la construction de la nouvelle base militaire d'Okinawa, même si la population y est majoritairement opposée.

Les Japonaises lancent un appel en faveur de la paix. Dans tous les sondages d'opinion, les femmes soutiennent majoritairement l'article 9 et s'opposent à la loi sur la protection des secrets d'État et au droit à l'autodéfense collective.

Appelant à ce que, dans le cadre de l'édition 2015 de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération, une date soit arrêtée pour le lancement des négociations en vue d'interdire les armes nucléaires, l'association redouble d'efforts pour recueillir des signatures en soutien de « l'Appel pour l'interdiction totale des armes nucléaires », une pétition qui a reçu l'aval de Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations Unies. Nous espérons recueillir 2 millions de signatures pour les présenter à la conférence.

Qu'elle soit accidentelle ou intentionnelle, l'utilisation d'armes nucléaires pourrait détruire en un instant des êtres humains, des collectivités et la nature. Le

concept selon lequel l'arme nucléaire n'est pas une arme de « dissuasion » et que son existence même représente une menace pour l'humanité gagne du terrain. En octobre 2014, une déclaration conjointe sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires, signée par 155 pays et réclamant l'interdiction de l'utilisation de ces armes et leur élimination, a été présentée à la Première Commission des Nations Unies. L'association pense que la société civile et les Hibakushas (les rescapés du bombardement atomique), qui ont déclaré haut et fort qu'il n'y avait pas de coexistence possible entre les armes nucléaires et les hommes, sont à l'origine de ce mouvement.

En vertu du traité de sécurité existant entre les deux pays, le Gouvernement japonais est sous la protection du « bouclier nucléaire » américain, une position incongrue pour un pays qui a été victime de la bombe atomique. Il est également grave de constater que le Gouvernement encourage la reprise et l'exportation des réacteurs nucléaires, alors qu'il a été incapable de gérer adéquatement la contamination radioactive causée par l'accident de la centrale de Fukushima.

De sommes considérables sont consacrées au développement et à la production des armes nucléaires. En 2013, les dépenses militaires mondiales atteignaient environ 1 747 milliards de dollars. Tout cet argent devrait être redirigé vers l'éducation, le bien-être et les besoins de l'humanité afin d'éliminer les sources de conflit telles que la pauvreté et la faim. La communauté internationale a également besoin de cet argent pour s'attaquer au changement climatique. L'association souligne que l'accord sur l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires contribuera grandement à faire évoluer la logique en matière de sécurité de façon à mettre en place des politiques pacifistes axées sur des solutions.

Résoudre le problème des “femmes de réconfort” de l'armée japonaise pour mettre un terme à la violence sexuelle

Régler la question des « femmes de réconfort » de l'armée japonaise, c'est rétablir la dignité des femmes qui ont été réduites à « l'esclavage sexuel », dont les droits ont été gravement bafoués et qui ont subi des crimes de guerre. Ce serait aussi la preuve que le Japon est capable de faire résolument face à ses responsabilités de guerre et qu'il s'engage à répondre aux violations des droits fondamentaux et à ne jamais refaire la même erreur. Sans cela, le Japon ne peut gagner la confiance de la communauté internationale.

Cependant, le Gouvernement a refusé d'entendre les survivantes et de mettre en œuvre les recommandations formulées par divers organismes des droits de l'homme. Profitant du fait qu'un grand quotidien ait publié des informations erronées, le Premier ministre, les membres du cabinet et de nombreuses autres figures politiques tentent maintenant de nier la légitimité de la « Déclaration de Kono », dans laquelle le Gouvernement a admis le rôle joué par l'armée japonaise, et il a même demandé à Radhika Coomaraswamy, ancienne Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, de modifier partiellement le rapport de 1996 de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur l'esclavagisme sexuel mis en place par le Japon pendant la guerre, ce qui est totalement inacceptable.

En tant que groupe représentant des femmes issues du pays coupable, l'association exhorte le Gouvernement à traiter immédiatement la question. Nous poursuivons les efforts afin de transmettre les faits historiques aux générations suivantes.

Vingt ans se sont écoulés depuis Beijing. Les accords et les engagements sont en place. La New Japan Women's Association appelle tous les États membres à honorer leurs engagements en faveur de « l'égalité des sexes, la paix et le développement », et à prendre des mesures pour bâtir un monde pacifique, juste et durable.
